

N° 02858 du Jeudi 05 Octobre 2023

12^{ème} année 500 FCFA

LECONOMIE

Quotidien

www.leconomie.info

L'Economie Media Group Tel : (237) 222 23 40 43 Directeur de la publication : Thierry EKOUTI

MBOLO
Par Hervé Fopa Fogang

Dialogue

Les enseignants réunis au sein du mouvement de revendication On a trop supporté (OTS), soutenus par le Syndicat des enseignants du Cameroun pour l'Afrique (SECA) revendiquent à nouveau depuis le 4 septembre 2023...

Page 2

FONDATION INTER-PROGRESS

Pierre Zumbach se retire de la présidence



P 6

SECTEUR BANCAIRE

Comment Afriland First Bank s'est hissée au sommet

MARCHÉ DES TITRES DE LA BEAC

4 pays de la Cemac recherchent 940,5 milliards FCFA au 4^{ème} trimestre 2023

P 7

COMMERCE

Les exportations de l'Algérie vers le Cameroun progressent en 2022

P 5



Sur les 18 banques que compte le Cameroun, elle arrive en tête. Aujourd'hui, Elle se positionne comme banque de l'entreprise et de l'entrepreneur ;

Lire l'interview de Richard Chedjou, Directeur du Corporate banking au sein de cet établissement financier.

Page 4



CEMAC

La Commission tarde à rejoindre Bangui

Page 7

Edité par L'Économie Média Group
Siège social :
Yaoundé-Cogeni Mvog-ada
Directeur Général et Directeur
de la Publication :
Thierry EKOUTI
695 922 556

Rédacteur en chef :
Hervé Fopa Fogang
Bureau Douala :
Augustin Kamga
696 973 142 / 676 705 694

Chef Service
économie verte :
Jean Daniel Obama

Chef Service économie :
Julie Bilo'o

Rédaction :
Hervé Fopa Fongang,
Jean Daniel Obama,
Julie Bilo'o,
Célestin T. Mbakop,
François Gaël Mbala,

Assistante de direction:
Eba'a Mbia Delphine
Hermine

Commercial et Marketing:
Franck Oyono Owono

Impression
Le Localier Sarl

Infographie :
Lionel ABANDA

Chef service
informaique
Bengono Zang Joseph

Combien ça coûte ? Le piment frais

Le piment frais poursuit sa tendance baissière dans les marchés de la ville de Yaoundé. Établi à 60000 FCFA le sac de 50kg en août 2023, son prix a considérablement diminué en ce début du mois d'octobre. Il est actuellement vendu à 15000 FCFA. Plus besoin de préparer certains plats sans remonter le goût pimenté. « Le sac de piment est vendu à 15000 FCFA, voire 20000 FCFA au lieu de 60000 FCFA ou 70000 FCFA. Cette baisse est due à la surproduction que fait la région du sud présentement », nous explique une vendeuse. Au marché du Mfoundi où nous nous sommes rendus ce 04 octobre 2023, le produit est disponible. Il est 09h. Difficile de faire un pas sans en apercevoir sur les

comptoirs du marché. Cette abondance est une aubaine pour certains consommateurs. « Enfin je vais pouvoir manger les repas bien pimentés », se réjouit Alain Olinga, consommateur de cette épice.

Les commerçants détaillants proposent le piment sur des tas, dont les prix varient entre 100 FCFA et 500 FCFA. Selon la quantité demandée, le volume du tas et le prix peuvent être revus.

Toutefois, il est important de noter que le piment est l'une des denrées les plus consommées par les populations camerounaises. Il est recommandé pour ces bienfaits thérapeutiques car stimule l'appétit et la circulation sanguine.

Flore Eloundou (stg)

MBOLO Dialogue

Les enseignants réunis au sein du mouvement de revendication On a trop supporté (OTS), soutenus par le Syndicat des enseignants du Cameroun pour l'Afrique (SECA) revendiquent à nouveau depuis le 4 septembre 2023, le paiement de plusieurs droits dont le montant cumulé s'élève à plus de 180 milliards de FCFA.

Le 25 septembre 2023, Grégoire Owona, ministre du Travail et de la sécurité sociale devaient avoir une réunion avec les syndicats des enseignants afin de trouver une issue à la grève. Malheureusement, ils ont décliné l'invitation.

« Notons qu'en ne venant pas aux rencontres proposées, l'une la semaine dernière déjà dans les services du Premier ministre, la deuxième ici ; les syndicats des enseignants ont montré par là leur volonté de rompre le dialogue social » a déclaré Grégoire Owona. La situation qui perdure a un impact sur la formation des élèves. Il est temps pour les deux parties de trouver une solution.

Hervé Fopa Fogang



PROMOTE 2024,
le visage de l'économie
de demain

9^{ème}
édition

17-25
FÉVRIER
2024

PALAIS DES CONGRÈS
YAOUNDÉ - CAMEROUN

L'économie mondiale a un nouveau visage. Venez le découvrir au **9^{ème} Salon International de l'Entreprise, de la PME et du Partenariat de Yaoundé, PROMOTE, du 17 au 25 février 2024, au Palais des Congrès de Yaoundé;**

1200 entreprises et institutions des 05 continents exposent leurs nouveaux produits, services et solutions pour répondre aux défis de la croissance économique post-covid et présentent les transformations structurelles des économies qui s'opèrent pour assurer les réussites et les progrès de demain.

Vous souhaitez investir, entreprendre, créer de la valeur ajoutée, rencontrer de potentiels partenaires, relancer vos activités ou valoriser vos biens et services: participez à PROMOTE 2024, le plus grand rassemblement économique au cœur de l'Afrique Centrale, placé sous le Haut Patronage du Président de la République du Cameroun.

Inscrivez-vous aux contacts :
(+237) 675 29 35 91 / 677 70 76 79 / 693 75 18 66
info@interprogress.org www.salonpromote.org



RICHARD CHEDJOU, DIRECTEUR DU CORPORATE BANKING CHEZ AFRILAND FIRST BANK

« **La position de leader que nous occupons depuis plusieurs années est le fruit de plusieurs facteurs** »

Les performances de la Banque la hissent au sommet du podium, sur les 18 établissements bancaires que compte le Cameroun. Au 31 décembre 2022, Afriland First bank réalise un total bilan de 1 768,84 FCFA, en augmentation de 18,31%. Récemment à la Finance week, elle a remporté plusieurs prix, parmi lesquels celui de la meilleure banque en termes de financement de l'Économie. Rencontré lors de cet événement à Bangou, Richard Chedjou est revenu sur quelques astuces qui aident l'institution à se maintenir toujours au-dessus.



Afriland First Bank est un moteur indéniable de l'économie camerounaise. Est-ce que vous pouvez nous présenter quelques actions menées par Afriland First Bank dans cette démarche, notamment en termes de projets financés?

En tant qu'acteur majeur de l'économie, Afriland First Bank se positionne comme la banque de l'entreprise et l'entrepreneur. Cette philosophie d'action est justifiée par le fait que l'entreprise est le socle de création de la richesse ; laquelle est redistribuée dans la société. C'est pourquoi nous intervenons dans tous les segments de marché et finançons tous les secteurs licites de notre économie. Nous sommes par ailleurs engagés auprès des entrepreneurs qui s'investissent dans les projets d'impact et à forte valeur ajoutée comme ceux permettant de limiter les importations, rejoignant ainsi la politique du Gouvernement dans la promotion de l'import substitution. Tout ceci nous positionne comme un moteur essentiel de l'économie de notre pays.

Vous êtes leader du secteur

bancaire camerounais. Comment en êtes-vous arrivés là?

La position de leader que nous occupons depuis plusieurs années est le fruit de plusieurs facteurs parmi lesquels : le travail acharné de nos équipes qui œuvrent sans relâche au quotidien pour répondre aux besoins et attentes protéiformes de nos clients ; la prise en compte de la satisfaction de la clientèle à la fois comme baromètre de notre qualité de service et également comme gage de notre pérennité ; la place de l'innovation permanente au cœur de notre stratégie de développement ; l'engagement à promouvoir des acteurs économiques qui portent le tissu économique local et lorgnent la compétition internationale, etc.

Vous avez adopté l'innovation permanente. La I-Card et le Flash Cash sont nés de cette dynamique. Quels étaient les objectifs visés par leur mise en place, quel bilan pouvez-vous en faire à ce jour et que prévoyez-vous pour faciliter davantage les services à vos clients?

Le Flash Cash et la I-Card avaient pour objectif de donner aux populations les moyens de transport sécurisé des fonds tout en remplissant les fonctions d'instrument de paiement. Nous sommes très satisfaits de ces innovations qui ont permis d'élargir le

champ de la clientèle, faisant de la First Bank, le pionnier de la monnaie électronique en Afrique centrale.

Aujourd'hui avec les évolutions de la technologie, nous complétons cette gamme des produits existants par les nouvelles solutions telles que : la carte blanche, première carte de crédit en Afrique centrale ; Sara Money, portefeuille électronique 100% gratuit et téléchargeable sur Appstore et Playstore ; E-first, qui permet aux entreprises d'effectuer leurs opérations à partir de leurs bureaux et à moindre coût et surtout sans se déplacer et ceci quelle que soit la destination des fonds.

Que préconisez-vous pour être davantage compétitif ?

En tant que leader, nous savons que nous sommes la cible privilégiée du marché. Nous ne dormons pas sur nos lauriers car le plus difficile n'est pas de devenir leader, mais de le demeurer. Pour l'avenir, nous comptons sur notre capacité d'innovation permanente ainsi que notre aptitude et promptitude à satisfaire notre clientèle dans leurs diverses sollicitations. Notre récente certification ISO 9001-2015 est une illustration de notre engagement.

En tant que leader, nous savons que nous sommes la cible privilégiée du marché. Nous ne dormons pas sur nos lauriers car le plus difficile n'est pas de devenir leader, mais de le demeurer.

*Propos recueillis par
Julie Bilo'o*

RESSOURCES MINIÈRES

La Sonamines rétrocède 116 lingots d'or à l'État

Estimé à près 30% de la quantité totale d'or matière collectée sur une période de 11 ans, ce volume a été réuni au titre de l'Impôt synthétique minier libérateur (Ismi) du 16 juillet 2021 au 31 décembre 2022.

Le ministre des Finances, Louis Paul Motaze et le ministre par intérim des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique, Fuh Calistus Gentry ont co-présidé le 3 octobre 2023, la cérémonie de restitution du stock d'Or collecté par la Société Nationale des Mines (Sonamines), sur la période indiquée plus haut.

Ladite cérémonie était également dédiée à la présentation des résultats obtenus dans le cadre des activités menées au sein du groupe de travail créé en juin 2022, chargé de suivre les opérations d'affinage de l'Or matière en Or monétaire suivant les standards de la London Bullion Market, le marché de gros et de gré à gré pour le commerce de l'or, de l'argent,

du platine et du palladium. « Il s'agit en fait de la toute première cérémonie de rétrocession de l'Or au Ministère des Finances. Or collecté par la Sonamines du 16 juillet 2021 au 31 décembre 2022. 116 lingots d'or d'un poids total d'un peu plus de 218 Kg que nous avons collecté, sur cette période », a expliqué Serge Hervé Boyogueno, Directeur général de la Sonamines.

« En seulement 16 mois d'activités, période allant de juillet 2021 à décembre 2022, elle (la Sonamines) a réussi à rétrocéder près de 30% de la quantité totale d'or matière collectée sur une période de 11 ans. C'est donc le lieu pour moi de vous féliciter, monsieur le directeur général (...) ainsi que l'ensemble de vos collaborateurs que vous avez su mobiliser, pour ces résultats éloquents obtenus en un temps record », a déclaré le ministre des Finances, Louis Paul Motazé.

Cette rétrocession est une première en ce sens que l'Or collecté depuis le 1er janvier 2023 jusqu'à date, n'a pas encore fait



Cette rétrocession est une première en ce sens que l'Or collecté depuis le 1er janvier 2023 jusqu'à date, n'a pas encore fait l'objet de fusion et n'a pas été, de ce fait, pris en compte.

l'objet de fusion et n'a pas été, de ce fait, pris en compte... « Pour l'instant, nous sommes en train de travailler avec le Ministère des Finances pour pouvoir passer à l'étape supérieure qui constitue les opérations d'achat », a annoncé le Directeur général de la Sonamines.

FGM

DÉVELOPPEMENT

L'Allemagne va continuer à accompagner le Cameroun

Annonce faite le 3 octobre 2023 par le Dr. Corinna Fricke, Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Cameroun.

L'Ambassade d'Allemagne au Cameroun a organisé le 3 octobre 2023 à Yaoundé les festivités marquant la journée de l'unité allemande. Occasion pour le Dr. Corinna Fricke, ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Cameroun de faire le point sur la coopération entre le Cameroun et l'Allemagne. « Nous avons une très belle coopération avec le Cameroun. Je suis convaincu qu'il faut réajuster nos instruments et notre approche. En 2023, nous avons pu conclure les négociations gouvernementales sur la coopération bilatérale. Le ministre Alamine Mey s'est rendu à Berlin. Quatre priorités ont été convenues pour les deux



lions d'euros, 20 millions d'euros sont destinés à la coopération financière et 40 millions d'euros intègrent la coopération technique. Une cagnotte nous explique-t-on, qui est destinée à 4 domaines prioritaires. Il s'agit de la gestion durable des ressources naturelles; le développement rural; la gouvernance, décentralisation, paix et cohésion sociale et la Santé, protection sociale et politique démographique.

« Pour pérenniser les résultats de notre coopération, nous avons besoin d'un engagement du secteur privé. Un Business for Development forum organisé à la suite des négociations gouvernementales avec plus de 100 entrepreneurs d'Allemagne et du Cameroun a ouvert le chemin » renchérit le Dr. Corinna Fricke.

années à venir et plus de 60 millions d'euros ont été promis. C'est un succès » a déclaré le Dr. Corinna Fricke. Dans le détail, sur les 60 mil-

Hervé Fopa Fogang

COMMERCE

L'Algérie exporte plus de 700 000 tonnes de marchandises vers le Cameroun en 2022

Selon les chiffres de l'Institut national de la statistique (INS), les échanges commerciaux entre les deux pays en 2021 étaient plutôt timides.

Selon les données des douanes camerounaises, les échanges avec l'Algérie ont été dynamiques en 2022. Ils ont officiellement culminé 55,7 milliards FCFA, la balance commerciale étant largement positive pour le pays d'Afrique du Nord.

Plus précisément, l'Algérie a exporté vers le Cameroun un volume record de 719 600 tonnes de marchandises, pour une valeur de 52,4 milliards FCFA. Le Cameroun, quant à lui, n'a exporté que 2 700 tonnes de marchandises vers l'Algérie, pour un montant de 3,3 milliards FCFA. Selon les chiffres de l'Institut national de la statistique (INS), les échanges commerciaux entre le Cameroun et l'Algérie en



2021 étaient plutôt timides (classé 11ème fournisseur du Cameroun). Cette année-là, l'Algérie a exporté vers le Cameroun 445 200 tonnes de marchandises représentant une valeur de 19 milliards FCFA. Sur la même période, le Cameroun, lui, n'a exporté vers l'Algérie que 4 000 tonnes de marchandises, pour une valeur en numéraire de 3,2 milliards FCFA. Entre 2020 et 2022, l'Algérie a principalement exporté vers le Ca-

Les 120 millions de consommateurs de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), restent un grand potentiel dans ses échanges avec le Cameroun.

meroun du mêchefer. C'est une matière première utilisée dans la fabrication du ciment représente 97,6 %, tandis que le Cameroun a quant à lui exporté vers son partenaire, du café (79,5% des exportations) et de la pâte de cacao (19% des exportations). Les 120 millions de consommateurs de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), restent un grand potentiel dans ses échanges avec le Cameroun.

Ce dynamisme s'étend déjà dans le domaine des transports. Dans cette logique Air Algérie, la compagnie aérienne nationale algérienne, projette de lancer son vol inaugural entre Alger et Douala le 12 octobre 2023. L'information a été révélée par le nouvel ambassadeur algérien accrédité dans le pays, Abdallah Boukemmache, lors d'une audience que le ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat), Alamine Ousmane Mey, lui a accordée le 27 septembre dernier.

Jean Daniel Obama

COMPLEXE SPORTIF D'OLEMBÉ

Magil et l'Etat du Cameroun trouvent un consensus pour la reprise des travaux

Cette nouvelle conciliation, dont l'application sera effective la semaine prochaine, a été annoncée depuis son siège à Montréal au Canada, par l'entreprise, qui entend mettre un terme à l'arbitrage initié le 23 mars 2023.

Le bras de fer entre Magil Construction et l'Etat du Cameroun au sujet des travaux d'achèvement du Complexe Sportif d'Olembe à Yaoundé n'est désormais qu'un passé sombre. La résolution de ce conflit a été annoncée à travers un communiqué signé et rendu public le 3 octobre 2023, par l'entreprise canadienne. Cette note indique à l'opinion publique nationale et internationale qu'un protocole d'accord a été paraphé entre les parties, ouvrant la voie à la reprise des travaux dudit Complexe.

A cet effet, un planning de redémarrage des activités du projet a été présenté, témoignant l'engagement continu de Magil envers l'achèvement de ladite infrastructure sportive. « Cet engagement s'inscrit dans le cadre d'une feuille de route qui permettra aux travaux résiduels du stade principal et de constructions des infrastructures annexes d'être

bouclées dans un délai relativement court », a précisé Magil. De manière pratique, il s'agira de procéder dès la semaine prochaine à la reprise des opérations de levée des réserves, la remobilisation du personnel et du matériel nécessaire à la poursuite et l'achèvement des travaux.

Aux sources de cette brouille, l'entreprise canadienne avait abandonné le chantier de construction dudit complexe après les accusations du ministre des Sports et de l'Éducation physique (Minsep), Narcisse Mouelle Kombi, qui lui reprochait d'avoir touché une avance importante pour terminer la construction sans toutefois tenir ses engagements. Outre cela, Magil qui dénonçait alors une rupture abusive du contrat avait saisi la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCI) qui va condamner le Cameroun à lui verser la somme de 15 milliards de Fcfa.

Par ailleurs, la concrétisation de cet accord entre les parties prenantes intervient « après plusieurs séances de travail au Secrétariat de la Présidence de la République du Cameroun et grâce à la collaboration active de la Task force dédiée, un procès-verbal de conciliation a été établi le 8 août 2023. Cet effort conjoint a conduit à la signature le 8 septembre 2023, d'un protocole d'accord transactionnel », peut-on lire. Rappelons que Magil qui avait hérité du chantier du Complexe Sportif d'Olembe



Il s'agira de procéder dès la semaine prochaine à la reprise des opérations de levée des réserves, la remobilisation du personnel et du matériel nécessaire à la poursuite et l'achèvement des travaux.

en décembre 2019 après le constat par le maître d'ouvrage de la défaillance du premier adjudicataire, l'italien Piccini, avait signé un contrat de 55 milliards de Fcfa. Les termes dudit contrat prévoyaient, dans la première phase : l'achèvement des travaux du stade principal de 60 000 places, des stades d'entraînement, l'aménagement des parkings et des voiries, et même la construction d'un hôtel 4 étoiles qui reste attendu. La deuxième phase quant à elle concerne: la construction d'une piscine olympique dans l'enceinte du complexe, d'un gymnase, d'un centre commercial, des terrains de basketball et volley-ball, es cours de tennis et de la clôture.

Emilienne Nseme

BOULANGERIE

L'Anor insiste sur l'interdiction du bromate de potassium dans la fabrication du pain

L'Agence des normes de la qualité a donné 30 jours aux boulangers, afin de soumettre leurs produits à l'évaluation de conformité.

C'est un phénomène de mode au Cameroun. Utiliser des produits chimiques dans les aliments, au mépris de la santé des consommateurs. Comme avec le formol sur le plantain pour accélérer le mûrissement, les boulangers jonglent avec le bromate de potassium dans la fabrication du pain. Son utilisation est pourtant interdite par les arrêtés du 11 mars 2009 et du 6 janvier 2000, puis la circulaire du 17 janvier 2000, du Ministère de l'Industrie. L'Agence des normes et de la qualité vient de leur rappeler cette interdiction.

L'Anor fait savoir que tous les produits concernés par ces circulaires «doivent être soumis à la procédure de certification obligatoire avant leur mise en consommation». Cependant, déplore-t-elle, «des boulangers peu scrupuleux, au mépris des exigences légales et réglementaires, mettent en consommation des pains sans certificats de conformité». Elle invite ainsi tous les opéra-



teurs économiques opérant dans le secteur à se conformer en se rapprochant de l'Anor, dans un délai de 30 jours, à compter du 25 septembre 2023, date de signature du communiqué. Il est question pour ces derniers de «soumettre à l'évaluation de la conformité de leurs produits, sous peine de sanctions prévues par la réglementation en vigueur». Il y'a peu, l'alerte a été donnée sur l'utilisation du formol dans les aliments tels que les lé-

Il est question pour ces derniers de «soumettre à l'évaluation de la conformité de leurs produits.»

gumes et les fruits, notamment à l'Ouest du pays. Le phénomène s'est malheureusement répandu presque sur toute l'étendue du territoire, et implique même les poissons et les viandes. Les auteurs veulent par-là, prolonger leur durée de conservation. Notons que depuis cette dénonciation, le gouvernement a lancé une croisade contre son utilisation.

Julie Bilo'o

FONDATION INTER-PROGRESS

Andreas Schweizer nommé président

Il remplace à ce poste Pierre Zumbach qui a souhaité pour raison d'âge et de santé d'être libéré de cette fonction.

Andreas Schweizer, président de la Chambre de Commerce Suisse-Afrique à Bâle, est le nouveau Président de la Fondation internationale inter-progress, avec fonctions exécutives. Il a été nommé à l'issue de la réunion annuelle de la Fondation, le 30 août 2023 à Genève. Il remplace à ce poste Pierre Zumbach, fondateur de la Fondation en 1970 à Genève. Il a «souhaité pour raison d'âge et de santé d'être libéré de la



fonction de président de la Fondation, avec fonctions exécutives». Il est nommé Haut-Conseiller, attaché à la Présidence avec résidence à Yaoundé.

Andreas Schweizer qui remplace Pierre Zumbach est né en 1950. De nationalité Suisse, il est détenteur d'un Bachelor of Business Administration Zurich (GSBA). Sa longue carrière dans le domaine de l'ingénierie électrique va le mener apprend-on dans de nombreux pays tels que l'Irak, la Grande-Bretagne, le Ghana, le Cameroun et le Sénégal. Membre de Swisscham-Africa depuis 2003, il en devient le président en

2019. Il s'agit d'une association binationale et multinationale visant à développer des affaires croissantes entre particuliers et entreprises entre la Suisse et l'Afrique.

La Fondation Inter-Progress entend poursuivre l'organisation par mandats officiels de grandes manifestations promotionnelles comme c'est déjà le cas avec le Salon international de l'entreprise, de la PME et du partenariat de Yaoundé (Promote), la fête foraine Yaoundé en fête (Yafe) et la Foire internationale des affaires et du commerce de Douala (Fiac).

Hervé Fopa Fogang

MARCHÉ DES TITRES DE LA BEAC

4 pays de la Cemac recherchent 940,5 milliards FCFA au quatrième trimestre 2023

Il s'agit du Cameroun, Congo, Gabon et de la République centrafricaine.

Des opérations sont annoncées sur le marché des titres de la BEAC (Banque des États de l'Afrique Centrale), au cours de ce quatrième trimestre 2023. Entre le 25 septembre et le 1er octobre de l'année en cours, quatre pays de la sous-région ont dévoilé leur calendrier indicatif des émissions des titres publics. Ainsi, le Cameroun, le Congo, le Gabon et la République Centrafricaine tenteront de mobiliser 940,5 milliards FCFA, pendant cette période.

Sur les trois mois, le Cameroun sollicite 395 000 milliards FCFA, soit 105 000 milliards FCFA pour le mois d'octobre, 210 000 milliards FCFA en novembre et 80 000 milliards FCFA pour clôturer, en décembre.

Le Congo pour sa part vient sur le marché pour tenter de mobiliser 330 000 milliards FCFA et 205 500 milliards pour le Gabon. La RCA n'interviendra qu'au mois d'octobre courant, pour 10 000 milliards



FCFA.

Les trésors concernés sollicitent ces 940,5 milliards FCFA via des émissions nouvelles, des abondements, des titrisations et des syndicats domestiques sur des maturités comprises entre 13 semaines à 7 ans. Toutefois, les opérations se feront à travers des BTA (Bon de trésor assimilable) et OTA (Obligation de trésor assimilable).

Les trésors concernés sollicitent ces 940,5 milliards FCFA via des émissions nouvelles, des abondements, des titrisations et des syndicats domestiques sur des maturités comprises entre 13 semaines à 7 ans.

Un marché de plus en plus dynamique

C'est ce qui est ressorti de la 3e session du Comité de politique monétaire (CPM) de la BEAC, pour l'année 2023. L'on évoque à ces assises la poursuite du dynamisme des opérations sur le marché primaire des valeurs du trésor. A titre d'exemple, le volume des créances détenues par les investisseurs qui opèrent sur ce marché, est en augmentation de 17,8% en juillet 2023 (5881,5 milliards de FCFA). Le marché se caractérise par une hausse progressive des taux d'intérêt, souvent exigés par les investisseurs. Pourtant, le marché des titres publics de la BEAC poursuit son dynamisme.

Suivant les données, sur les BTA, le taux d'intérêt moyen pratiqué part de 5,2% en 2020 à 5,94% en mai 2023. Au niveau des obligations du Trésor assimilables, le coût moyen des titres publics de moyen et de long terme, sur le marché de la Beac est passé de 7,87% en 2020 à 8,99% en mai 2023, soit une augmentation de 112 points.

Julie Bilo'o

ORGANISATION

La Commission de la Cemac tarde à regagner son siège en RCA

Pourtant, les habitations des six membres sont prêtes.

Les responsables de la Commission sont attendus à Bangui, capitale de la République centrafricaine, depuis le mois d'août 2023. Près de deux mois après, rien ne bouge. Pourtant, apprend-t-on, le gouvernement centrafricain a déjà pris toutes les dispositions nécessaires, pour le retour de l'institution en RCA. A cette date, le président du nouvel exécutif est installé à Malabo, en Guinée Equatoriale, où se trouve le siège provisoire de l'institution.

A Bangui, les inquiétudes montent. Les habitations des six membres de la Commission (le président de la commission, le vice-président et les quatre (4) commissaires) sont inoccupées. L'équipe aurait pourtant effectué une visite des lieux le 7 juin 2023, selon des informations parvenues à la rédaction de l'Économie. C'était l'occasion pour Baltasar Engonga Edjo de choisir la maison qui lui convenait le plus.

L'on indique néanmoins qu'un des commissaires de l'actuel exécutif serait déjà installé à Bangui. Il s'agit de Francial Giscard Libengue, commissaire en charge des Infrastructures et du Développement Durable. Il y travaille, en attendant d'être rejoint d'ici-là par le reste de l'exécutif.

Malabo où réside encore le nouveau président de la Commission de la Cemac, serait déjà embarrassé par la situation. Pourtant, cet état des choses ne cadre plus avec les textes de la Communauté. Mais comment l'expliquer?

Les conséquences de cette logique sont nombreuses. La commission foule au pied les instructions des chefs d'Etat, la feuille de route du président de la commission n'est pas respectée, l'une des missions parmi les plus importantes du président en exercice de la Cemac n'est pas accomplie. Par ailleurs, Bangui peine à redevenir la capitale de la sous-région «posant de gros problèmes d'image sur le plan diplomatique et sécuritaire à la RCA, pourtant sollicité par les autres institutions y compris les Brics



A Bangui, les inquiétudes montent. Les habitations des six membres de la Commission (le président de la commission, le vice-président et les quatre (4) commissaires) sont inoccupées.

qui veulent y installer leur siège africain, Bangui souffre de l'absence de l'institution-mère sur son territoire».

Vivement que le nouvel exécutif comprenne enfin la gêne de Faustin Archange Touadéra de la RCA, président en exercice de la Cemac, qui souhaite revoir le retour effectif de l'institution à Bangui.

Julie Bilo'o

COMMENT AFFIRMER SON AUTORITÉ EN TANT QUE JEUNE MANAGER

Il est normal de ressentir un certain malaise si l'on est passé récemment d'un poste de collaborateur individuel à un poste de manager. Ce malaise est d'autant plus grand si vous avez sous vos ordres des personnes plus âgées ou plus expérimentées.

Vos préoccupations - comment puis-je assigner des tâches à mon équipe, comment puis-je soulever des problèmes, comment puis-je faire des suggestions, comment puis-je signaler des erreurs, comment puis-je faire en sorte que mon équipe s'engage et respecte les délais - sont toutes valables. Vous voulez faire les choses correctement et ne pas être mal jugé ou perçu comme quelqu'un qui exerce inutilement son autorité en tant que manager.

Vos deux objectifs - être sympathique et atteindre les objectifs de l'entreprise - peuvent souvent sembler contradictoires.

▪ *Vous voulez passer pour quelqu'un de gentil avec eux, mais comment le faire s'ils commettent sans cesse des erreurs ?*

▪ *Vous voulez rester à l'affût des informations, mais vous craignez d'en faire trop et de passer pour un micro-manager.*

▪ *Vous voulez responsabiliser les gens, mais vous craignez qu'ils ne se sentent offensés et ne le prennent mal.*

Laisser votre inconfort entraver vos décisions, vous empêcher de donner vos idées et vos suggestions, hésiter à donner des orientations et à guider votre équipe ou retarder votre retour d'information en vous inquiétant de la façon dont il pourrait être perçu par l'autre personne ne vous rend pas seulement inefficace en tant que manager, mais nuit également à la productivité et aux performances de votre équipe.

Votre principal problème est le suivant : vous supposez



que vous devez choisir entre la franchise et la gentillesse ou, comme le dit Kerry Patterson dans *Crucial Conversations*, "entre dire la vérité et garder un ami".

Le fait de pencher davantage vers la gentillesse vous empêche de dire votre vérité, tandis que le fait d'être direct et sans détour, sans la moindre trace d'attention, devient de l'arrogance. Pour affirmer son autorité en tant que jeune manager, la magie est dans l'équilibre.

Pratiques pour affirmer son autorité en tant que jeune manager

Se préoccuper personnellement de ses collaborateurs, les défier directement

Kim Scott, auteur de *Radical Candor*, a identifié deux dimensions qui, associées l'une à l'autre, peuvent vous aider considérablement en tant que jeune manager. La première dimension est l'attention personnelle - il s'agit de montrer une véritable attention à vos collaborateurs en tant qu'êtres humains.

La deuxième dimension est la remise en question directe, qui consiste à dire aux gens que leur travail n'est pas assez bon, à placer la barre très haut et à n'attendre rien d'autre que l'excellence.

Il peut sembler que la remise en question directe soit en

contradiction avec la prise en charge personnelle. Ce n'est pas le cas. Au contraire, la remise en question directe est souvent le meilleur moyen de montrer que vous vous souciez des autres en tant que manager. En montrant que vous vous souciez des autres, ils acceptent mieux vos critiques, qui se transforment en une feuille de route pour l'amélioration.

Pour une remise en question directe, au lieu d'objectifs de performance - qui sont orientés vers un résultat spécifique et exigent que l'employé prouve ses compétences - fixez des objectifs d'apprentissage - qui les amènent à s'intéresser davantage à ce qu'ils apprennent et à la manière dont ils s'améliorent. Le fait de consacrer leur temps et leur énergie à l'acquisition de compétences et d'aptitudes plutôt qu'à la démonstration de leurs compétences les incitera automatiquement à se surpasser. Ils seront motivés pour donner le meilleur d'eux-mêmes. Et s'ils échouent, la déception qu'ils en éprouveront ne fera que renforcer leur motivation à travailler plus dur, à essayer une stratégie différente ou à demander de l'aide. Les objectifs d'apprentissage conduiront à un état d'esprit de croissance, c'est-à-dire à un passage d'une intelligence

limitée à un potentiel illimité. En tant que jeune manager, ne choisissez pas entre l'attention personnelle et le défi direct. Faites les deux.

Évitez de commander et de contrôler, inspirez plutôt

Les jeunes managers ont souvent tendance à se méprendre sur l'autorité. Ils pensent que leur rôle est de donner des ordres, de prendre des décisions, d'éviter les erreurs et d'utiliser leur pouvoir pour faire tout ce qu'il faut pour obtenir des résultats.

Les résultats sont certes importants, mais ils peuvent être atteints sans qu'il soit nécessaire d'adopter un style de commandement et de contrôle. Au lieu de dicter comment faire quelque chose, donnez à votre équipe le contexte et la clarté nécessaires, et laissez-la s'approprier le comment. Comme le dit Julie Zhuo dans *The Making of a Manager*, "les meilleurs résultats sont obtenus en incitant les gens à agir, et non en leur disant ce qu'ils doivent faire".

Ne vous immiscez pas dans chaque petite décision. C'est un signe d'insécurité et de manque de confiance. Accompagnez, encadrez, inspirez et formez votre équipe pour qu'elle prenne ses propres décisions. En donnant à votre équipe les moyens d'agir de cette manière, vous

serez non seulement plus respecté, mais vous obtiendrez également de meilleurs résultats à long terme.

Les erreurs sont inévitables. N'essayez pas de les éviter. Utilisez-les plutôt comme des leçons à tirer pour inciter votre équipe à faire mieux à l'avenir.

Même si vous êtes tenté de faire le travail de votre équipe, ne le faites pas. Faire le travail vous-même simplement parce que vous avez peur de communiquer et de fixer les bonnes attentes limite la croissance de votre équipe et les résultats collectifs que vous pouvez obtenir. Sortez de votre zone de confort, affrontez vos craintes, identifiez la personne de l'équipe qui est la plus apte à faire le travail ou qui a besoin de cette opportunité dans sa carrière. Accordez-lui votre confiance et votre soutien. Vous serez étonné de voir à quel point un peu de confiance et de soutien permet de relever ces défis.

Comme le dit si bien Maya Angelou : "Les gens oublieront ce que vous avez dit, les gens oublieront ce que vous avez fait, mais les gens n'oublieront jamais ce que vous leur avez fait ressentir". Laissez à vos collaborateurs un sentiment d'inspiration, et non de domination et d'amointrissement.

Faites preuve de plus de curiosité, portez moins de jugements

Lorsque les choses ne fonctionnent pas ou que les autres ne répondent pas à vos attentes, au lieu de porter des jugements, exprimez votre curiosité.

Par exemple :

Au lieu de : Comment peux-tu ne pas respecter la date limite ?

Demandez : Y a-t-il eu une lacune dans votre compréhension du calendrier de livraison de ce produit ? Qu'est-ce qui vous a empêché de le respecter ?

Au lieu de : La qualité de votre code est vraiment mauvaise.

Demandez : Connaissez-vous les mesures de qualité du code que nous suivons dans

cette équipe ? Avez-vous besoin d'aide pour apprendre à écrire un meilleur code ?

Au lieu de : Tu es en retard à la réunion. Pourquoi ne peux-tu pas arriver à l'heure ?

Demandez : Vous êtes arrivé en retard à cette réunion. Tout va bien ?

Le jugement met l'autre personne sur la défensive. Elle se sent attaquée et réagit en conséquence. Exprimer sa curiosité l'incite à s'engager et à discuter. Elle déplace son attention du problème vers la solution. Le fait de ne plus penser à l'image qu'ils ont d'eux-mêmes leur permet de passer plus facilement à autre chose et d'aller de l'avant.

Comme le dit Douglas Stone dans *Difficult Conversations* : "Vous ne pouvez pas faire évoluer la conversation dans un sens plus positif tant que l'autre personne ne se sent pas entendue et comprise. Et elle ne se sentira pas entendue et comprise tant que vous ne l'aurez pas écoutée. Lorsque l'autre personne devient très émotive, écoutez-la et reconnaissez-la.

Lorsqu'elle affirme que sa version de l'histoire est la seule qui ait du sens, paraphrasez ce que vous entendez et posez-lui des questions sur les raisons de son opinion. Si elle vous accuse, essayez de comprendre son point de vue avant de vous défendre. Chaque fois que vous vous sentez dépassé ou que vous ne savez pas comment procéder, rappelez-vous que c'est toujours le bon moment d'écouter".

En tant que jeune manager, la capacité à faire preuve de curiosité, à écouter attentivement et à travailler ensemble d'une manière qui montre que vous êtes de leur côté permet d'instaurer la confiance, une base essentielle pour faire avancer les choses.

Demandez de l'aide

Lorsque vous débutez dans votre rôle de manager, il est difficile de ne pas commettre d'erreurs. Vous ne maîtrisez pas encore les compétences requises pour bien exercer votre fonction. Vous n'avez pas eu l'occasion de faire la différence entre une bonne et

une mauvaise décision. Vous ne savez pas quel style de communication fonctionne avec votre équipe. Vous ne comprenez pas encore parfaitement les forces et les aspirations de votre équipe. Vous n'avez pas encore traversé de conflit majeur. Vous n'avez pas connu l'intensité d'une réunion de parties prenantes. Je pourrais continuer à énumérer tout ce qui reste à faire. Mais ne nous focalisons pas là-dessus. Voici l'essentiel : tout s'améliore avec l'expérience. Essayer de dissimuler ses erreurs ou travailler très dur pour les éviter ne fera qu'engendrer de l'anxiété et de la frustration. Cela vous fera également dévier de l'objectif de "bien faire et réussir" vers celui de "dissimuler et limiter l'exposition".

Au lieu d'essayer d'être parfait, reconnaissez que vous ne savez pas encore tout. Faites preuve de vulnérabilité pour maîtriser les comportements et les attitudes nécessaires pour bien jouer votre rôle.

La vulnérabilité n'est pas une faiblesse, et l'incertitude, le risque et l'exposition émotionnelle auxquels nous sommes confrontés chaque jour ne sont pas facultatifs. Notre seul choix est une question d'engagement. Notre volonté d'assumer notre vulnérabilité et de nous y engager détermine la profondeur de notre courage et la clarté de notre objectif ; le niveau auquel nous nous protégeons de la vulnérabilité est une mesure de notre peur et de notre déconnexion".

Et la chose la plus importante, pendant que vous êtes sur ce chemin, est de vous rappeler ceci : vous ne pouvez pas le faire seul. Parlez à votre équipe de vos difficultés, demandez-leur leur avis sur ce que vous faites et manifestez votre intention d'apprendre et de vous améliorer. Votre équipe appréciera votre authenticité. Elle verra que vous faites des efforts.

Affirmer son autorité en tant que jeune manager ne consiste pas à obtenir des col-

laborateurs qu'ils fassent les choses comme vous le souhaitez. Il s'agit de s'aligner sur des objectifs communs, de définir le succès, de fournir un contexte et de la clarté, de les habiliter à prendre des décisions et de leur donner l'espace nécessaire pour briller.

Ce qu'il faut retenir

1. Lorsque vous débutez en tant que manager, la crainte de la façon dont les autres perçoivent votre communication peut être le plus grand obstacle à votre capacité à faire votre travail efficacement.

2. Il se peut que vous essayiez d'éviter les conflits, que vous ayez du mal à partager des critiques constructives ou que vous vous reteniez de définir des attentes.

3. Il est normal que vous soyez mal à l'aise dans votre travail. Le rôle et la responsabilité d'un manager en font partie. Cependant, vous devez apprendre à ne pas laisser cet inconfort entraver vos décisions ou la façon dont vous communiquez avec votre équipe.

4. Faites preuve d'une attention sincère à l'égard de vos collaborateurs, mais ne vous empêchez pas de leur imposer des standards élevés. On peut être gentil tout en exigeant l'excellence.

5. Au lieu d'être la personne qui maintient la cohésion de l'équipe et fait avancer les choses, soyez la personne qui donne à l'équipe les moyens de fonctionner aussi bien que vous lorsque vous n'êtes pas là.

6. Ne faites pas subir à votre équipe vos opinions, vos hypothèses et vos jugements. Ils sont faciles à faire passer et détruisent le moral de votre équipe. Faites plutôt preuve de curiosité pour comprendre en posant des questions et en écoutant attentivement.

7. Reconnaissez que vous avez du chemin à parcourir. Recherchez le soutien de votre entourage.

« L'ACCORD CEREALIER », LES SOMMETS DU CYNISME

Les « 5 fantastiques » ou les armes de destruction massive du néolibéralisme

En énumérant les parties prenantes dans « l'Accord céréalier », j'ai décrit en détail le camp « atlantiste » américano-centrique, ce qui peut laisser croire qu'il ne s'agit exclusivement que des décideurs politiques occidentaux et de leurs exécutants. Pourtant, c'est loin d'être le cas. Les élites politiques sont bien les signataires des décisions prises, mais ne sont nullement leurs seuls instigateurs et, encore moins, leurs principaux bénéficiaires. Qui sont, alors, les réels instigateurs et les principaux bénéficiaires de « l'Initiative pour le transport sécuritaire des céréales et des aliments à partir des ports ukrainiens » ?

Jusqu'à la suspension par la Russie de sa participation, l'existence même de cette initiative sous couverture humanitaire n'a servi, quasi intégralement, qu'aux intérêts de ceux qui fournissent un effort considérable pour rester le plus discret possible : des géants américains et européens négociants de l'agro-industrie, et des financiers qui les épaulent. Les élites politiques du camp américano-centrique ne sont que les outils et les exécutants, dont le rôle était de créer via les mass-médias contrôlés par les dotations étatiques (exemple : l'Agence France Presse est financée par l'État à hauteur de plus de 100 millions d'euros par an, soit un tiers de son chiffre d'affaires) le prétendu rôle de l'Ukraine en tant que « sauveuse de l'humanité d'une grande famine » - ce qui a permis la mise en place dudit arrangement.

Depuis des décennies, les géants de l'agro-industrie font du lobbying via leurs agents de pression politique auprès des institutions internationales telles que la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International pour y faire dominer la politique néolibérale d'ouverture des marchés et mettre les pays pauvres et ceux en voie de développement dans l'obligation de s'ouvrir de plus en plus aux marchés internationaux. Au



Depuis des décennies, les géants de l'agro-industrie font du lobbying via leurs agents de pression politique auprès des institutions internationales telles que la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International pour y faire dominer la politique néolibérale d'ouverture des marchés et mettre les pays pauvres et ceux en voie de développement dans l'obligation de s'ouvrir de plus en plus aux marchés internationaux.

niveau national, le protectionnisme étatique est combattu, les aides aux exploitations agricoles locales s'anéantissent et la dépendance vis-à-vis des monopoles multinationaux de l'agroalimentaires s'accroît.

La production mondiale de céréales depuis les 20 dernières années est, hormis quelques années, en croissance constante et, comme mentionné auparavant, devrait atteindre 2819 millions de tonnes en 2023, ce qui est un niveau record, après le record qui a déjà eu lieu l'année précédente. Malgré cette production au niveau sans précédent, les prix mondiaux des denrées alimentaires ont vu une croissance de 33,6% et ont atteint leur niveau le plus haut depuis 1990, au moins, - l'année de la création par l'ONU du registre de contrôle des prix alimentaires.

La crise du marché alimentaire ne date nullement du début de l'opération militaire russe en février 2022. Bien auparavant, en 2015, selon l'ONU et le Programme Alimentaire Mondiale (WFP), déjà près de 670 millions de personnes dans le monde souffraient de faim chronique. En 2021, à cause des perturbations supplémentaires sur le marché alimentaire mondial dues à la pandémie du Covid, ce chiffre est passé à 828 millions de personnes.

Depuis le pic spéculatif des prix en mars 2022, le coût des céréales sur les marchés mondiaux est en baisse significative, ce qui est grandement dû à la réussite de la Russie qui continue à alimenter le marché mondial par des céréales, malgré les importants efforts des élites politiques « otaniennes » pour l'en empêcher. Néanmoins, il faut souligner que si même au début de 2023 les prix des céréales et oléagineux sont revenus à leur niveau de la fin 2021, en cette période avant le déclenchement de la guerre en Ukraine les prix mondiaux des denrées alimentaires de base étaient déjà très élevés et ont vu leur augmentation à hauteur de 28% en moyenne, dont 31,3% pour le blé et 44,1% pour le maïs par rapport à l'année

précédente. Donc, la propagande occidentale accusant la Russie et son opération militaire d'être la cause de la crise alimentaire que le monde connaît est purement fantaisiste : le problème du marché des céréales est structurel, non pas conjoncturel, et dépasse grandement la période des hostilités sur le territoire de l'Ukraine.

Selon l'ONU-même et selon le Conseil International des Céréales (CIC) américain, en période du 07.2021 au 06.2022, la production mondiale de céréales a augmenté de 5 millions de tonnes, tandis que les volumes commercialisés ont augmenté de 3 millions de tonnes par rapport à la période précédente. Quatre mois après le début de la guerre en Ukraine, la disponibilité globale de blé - la production plus les stocks disponibles dans le monde - a été excédentaire de près de 275 millions de tonnes par rapport à la demande globale. Nous ne disposons pas encore des chiffres précis, mais les estimations démontrent qu'en période du 07.2022 au 06.2023, la disponibilité mondiale a également été excédentaire par rapport à la demande. Vu cette réalité, la question se pose : quelle est, alors, la cause de la flambée des prix, notamment du blé, qui va, tout simplement, à l'encontre de la logique régissant les marchés et qui met des millions de personnes dans le monde au bord de la famine ?

La réponse se situe au niveau seulement de cinq entreprises, les plus grands négociants céréaliers, qui contrôlent pour eux cinq dans les 90% du marché mondial non seulement du blé, mais de l'intégralité des céréales commercialisées dans le monde : Cargill, ADM, Bunge, Louis Dreyfus et Glencore. Quelle est l'origine de ces sociétés et quel est leur chiffre d'affaires dans ces temps si difficiles que vit l'humanité? La multinationale Cargill est une société américaine, la plus grande entreprise privée des États-Unis, dont le chiffre d'affaires pour l'exercice

2021/22 est de 165 milliards de dollars américains - le record absolu depuis les 157 ans de son existence - avec une croissance de 23% du CA par rapport à l'année précédente et dont le bénéfice net atteint 6,68 milliards USD (+35%). Pour l'exercice 2022/23, le CA a augmenté de 7% de plus et atteint un nouveau record : 177 milliards USD. La multinationale Archer-Daniels-Midland (ADM) est également américaine et a réalisé le CA de 101,85 milliards de dollars pour la même période, avec une croissance de 19,47% du CA. En même temps, elle enregistre une croissance record de 60% de bénéfice net qui atteint 4,34 milliards USD.

La multinationale Bunge est, une fois de plus, américaine, dont le CA atteint 67,25 milliards USD pour l'année 2022 (avant sa fusion avec le géant canadien Viterra). Le groupe Louis Dreyfus est franco-suisse avec le CA de 2022 à hauteur de 59,9 milliards de dollars, soit une croissance de 21%. Et ceci malgré les volumes de ventes à -1,3% par rapport à l'année précédente. Le bénéfice net est de 1,006 milliard USD contre 697 millions USD en 2021 grandement grâce à la guerre en Ukraine : on vend moins et on gagne plus.

Et le groupe Glencore, un anglo-suisse, dont le CA de l'année de guerre 2022 est de 256 milliards de dollars pour toutes ses activités confondues, soit une croissance de 26% par rapport à l'année précédente. Avec ceci, ce groupe contrôlant, entre autres, dans les 10% du marché mondial des céréales, a fait 17,3 milliards USD de bénéfice net, soit une modeste croissance de 248%. Le marché céréalier est très volatil, car il dépend d'un grand nombre de variables dont les principales sont l'offre et la demande ; la météo, dont les récoltes en dépendent ; la situation géopolitique des principaux pays-producteurs ; le fret transport et le prix de l'énergie. Chacun des facteurs-clés énumérés, hormis la météo, sont parfaitement manipulables et les cinq géants, dont les bénéfices faramineux des dernières années n'ont aucune corrélation avec la dynamique réelle

de l'offre et de la demande, sont passés maîtres absolus en la matière. Leurs bénéfices historiques sont dus, en grande partie, à l'augmentation spectaculaire de leurs marges.

Ces cinq négociants disposent d'un monopole absolu sur le marché céréalier mondial. Monopole qui s'appuie sur plusieurs éléments clés, dont les principaux sont, d'une part, leurs capacités sans égal au niveau du stockage (ils détiennent la majeure partie des stocks mondiaux de céréales) et de transport (les 5 groupes contrôlent le transport des 9/10 des céréales produites dans le monde) ; d'autre part, sur le lobbying auprès des centres de décisions politiques du camp occidental. Les paroles de Fernand Braudel pour qui le capitalisme est la limitation de la transparence et l'établissement des monopoles qui ne peuvent être atteints qu'avec la complicité directe de l'Etat, trouvent leur reflet direct dans les activités de ces géants.

En tandem avec les « 5 fantastiques » céréaliers, les marchés à terme des céréales ont été particulièrement actifs dans les premiers mois de la guerre. Dix des plus grands fonds spéculatifs mondiaux ont fait près de 2 milliards USD de bénéfices nets en capitalisant sur la montée des prix des céréales en cette période. Sous la pression des lobbies, ni les régulateurs américains, ni les régulateurs européens n'ont fait aucune opposition à ces manipulations financières qui, à elles seules, ont grandement participé à la spéculation et la montée des prix de l'alimentaire. La sécurité alimentaire est composée de plusieurs facteurs stratégiques, dont la stabilité de l'accès à la nourriture, la stabilité de la disponibilité suffisante et la stabilité de la qualité des nutriments. Et c'est bien la souveraineté alimentaire, définie durant le Sommet mondial de l'alimentation de 1996 en tant que « droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée produite avec des méthodes durables, et le droit des peuples de définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires » qui

est le garant d'une véritable sécurité alimentaire. La souveraineté alimentaire mondiale, combattue depuis des décennies avec un succès indéniable par les principaux bénéficiaires et instigateurs du modèle économique néolibéral.

Les géants occidentaux de l'agro-industrie et l'Ukraine

En ce qui concerne l'Ukraine, une partie considérable des volumes exportés de céréales proviennent des terres agricoles appartenant non pas aux ukrainiens, mais... bien à des géants occidentaux de l'agro-industrie. En mars 2020, sous l'influence des lobbies occidentaux auprès du FMI, l'Ukraine a adopté la loi autorisant à racheter les terres agricoles par des entreprises étrangères, ce qui était interdit auparavant. Ceci était la condition du FMI - l'organisation contrôlée par les « atlantistes » - pour que l'Ukraine accède à la nouvelle ligne de crédit du Fond. Depuis ce méfait désastreux accompli par les élites politiques actuelles ukrainiennes contre les intérêts nationaux de l'Ukraine, seulement en 3 ans suivant son adoption, près de 40% des terres cultivables du pays sont devenues la propriété d'acteurs économiques étrangers.

La prise de contrôle de l'agriculture ukrainienne, principalement par des puissances occidentales, était d'autant plus facile, que si les prix à l'achat d'un hectare de terre arable en Union Européenne varie en moyenne de 4 à 70.000 USD, le même hectare en Ukraine leur revenait seulement à 1-2.500 dollars, en sachant que la qualité générale de la terre cultivable ukrainienne est sensiblement meilleure que celle européenne.

(La suite dans le prochain numéro)

Par

Oleg Nesterenko
Président du CCIE.

Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris; spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne.

La multinationale Cargill est une société américaine, la plus grande entreprise privée des États-Unis, dont le chiffre d'affaires pour l'exercice 2021/22 est de 165 milliards de dollars américains - le record absolu depuis les 157 ans de son existence - avec une croissance de 23% du CA par rapport à l'année précédente et dont le bénéfice net atteint 6,68 milliards USD (+35%). Pour l'exercice 2022/23, le CA a augmenté de 7% de plus et atteint un nouveau record : 177 milliards USD.

REBRANDING
AFRICA FORUM
Make Africa Great

20 - 21
Octobre 2023

Bruxelles - Belgique
9^{ème} édition

Les systèmes financiers africains en mutation, concilier authenticité et modernité : Les chemins de l'inclusion financière

Ils seront présents au RAF 2023...

Keynote speakers



Eng. Hani Salem Sonbol
CEO IIFC



Dr Sidi Ould Tah
DG BADEA



André Flahaut
Ministre d'État / Royaume de Belgique



Serge Ekué
Président BOAD



George Donkor
Président BIDD



Simon Tiemtoré
Chairman Liffon Group et Vista Bank Group

Hard Talk



Ylias Akbaraly
FUG Redland



Didier Acouetey
CEO AfroSearch



Patrice Melom
DG PAK



Anne-Marie Dias Borges
Journaliste



Felix Edoh Kossi Amenounve
DG BRVM



Lynda Apling-Kouassi
CEO Kazeino

Panel 1



Abdoul Salam Bello
Executive Director World Bank Group



Ottoniel Dos Santos
Secrétaire d'État Finances / République d'Angola



Adalgisa Barbosa Vaz
Ministre Déléguée / promotion des Entreprises, Rép. du Cap-Vert



Isabelle Bébéar
Directrice Relations Internationales / BPI France



Jean Van Wetter
DG ENABEL



Alain Blaise Batongué
Directeur affaires institutionnelles / Orange Cameroun

Panel 2



Fatimatou Ousmanou
Co-founder Top-Top Sand Cameroon



Woumarou Mourindi
Directeur des Finances Vista Bank Group



Audrey Alevina
Associée Fondatrice Fund Oboro Kinross



Omer Gatien Maledy
Secrétaire Exécutif CCIC



Natasha Dimban
Experte Afrique / L'Observatoire Fintech



Oumnia Boualam
Co-Fondatrice & DG Brussels Global Review

Panel 3



Richard Evina Obam
DG CDEC



Didier Apling-Kouassi
CEO PCM



Bijou Tshianza
CEO MICRODEV



Akim Daouda
CEO FGIS



Aristide Ouattara
Risk advisor & Resp. Afr. Francophonie - Dakarite



Léocadie Ebakissé
CEO Talents Awaka